

Conférences des Directeurs du 10 juim. 1933

Rapport  
du Comité de Direction  
( 21 Juin 1983 )

---



Conférence de M<sup>rs</sup>. les Directeurs  
du 10 Juin 1933

---

Désignation des Chefs-adjoints et Sous-Chefs



NOTES DE SÉANCE

M. de Lastie

CONFERENCE DE M.M. LES DIRECTEURS

DU 10 JUIN 1933.

AFFAIRES GÉNÉRALES B - QUESTION 11.

Installation du Service commun de Contentieux (Lettre du 1er Juin 1933 de M. DAUTRY).

M. DAUTRY précise que le loyer sera de 360.000<sup>f</sup> pendant les 20 premières années mais qu'ensuite il sera réduit, l'annuité d'amortissement n'étant plus payée.

Ce loyer sera réparti entre les Réseaux comme les autres dépenses du Service commun.

M. DAUTRY avait également envisagé de moderniser le mobilier mais il n'insiste pas et indique qu'on profitera seulement du déménagement pour le nettoyer.

L'A.L. reste disposé, au fur et à mesure que les agents de son Contentieux partiront en retraite, à confier ses affaires contentieuses, par paliers successifs, à l'organisme commun.

Il est entendu, par ailleurs, qu'en ce qui concerne le Contentieux des Titres, M. GRUSON poussera les études nécessaires en liaison avec les Services Techniques du P.L.M. et du P.O. Il examinera <sup>d'ailleurs</sup> s'il ne pourrait se présenter une solution plus avantageuse que celle qui a été précédemment envisagée et qui consiste à utiliser le local de la Ceinture.

.....



Les Réseaux pourraient, peut-être, utiliser l'un des immeubles à usage de banque qui sont actuellement vacants dans Paris.

La Conférence précise que les adjoints de M. de LASTIC seront :

M.M. PASSEZ et AURENCE.

Trois sous-chefs seront désignés :

M.M. CALLOT, de CAQUERAY et LANGLOIS,

étant entendu que le poste de 3ème sous-chef disparaîtra au départ de M. de LASTIC, c'est-à-dire à l'issue de la période d'organisation.

La Conférence précise que les agents du Service commun seront détachés de leur Réseau mais qu'ils ne concourront plus qu'entre eux et qu'il n'y aura pas pour eux d'avancement "pour ordre" à leur Réseau d'origine.

En ce qui concerne la représentation de ce personnel il sera fait quelque chose d'analogue à ce qui existe dans les autres organismes communs: M. de LASTIC se concertera avec M. BARTH à ce sujet.

Les avis qui étaient autrefois demandés à la Conférence des Chefs du Contentieux le seront dorénavant au Chef de l'organisme commun qui rapportera les affaires devant la Conférence des Directeurs.

Les Chefs du Contentieux qui subsisteront provisoirement dans certains Réseaux ne seront plus consultés qu'à titre individuel et personnel par leurs Directeurs respectifs.

L'organisme commun sera rattaché au Comité de Direction. Il ne sera pas constitué de Conseil d'Administration.

Si des besoins d'agents nouveaux se font sentir, il est entendu qu'on s'adressera d'abord aux Réseaux



qui ont conservé du personnel en surnombre et qu'il ne sera recruté personne à l'extérieur jusqu'à nouvel ordre.

En raison de l'abstention du Réseau A.L. l'économie totale sera de 130 agents au lieu de 173.



Conférence de MM. les Directeurs  
du 19 juin 1933.

-----

CONTENTIEUX - Question 3.

Service commun de Contentieux (Suite à la Conférence du 10 juin 1933 - Contentieux - Question 1). *(question n'ayant pas figuré à l'ordre du jour.)*

Comme suite à la Conférence du 10 juin 1933 (Contentieux - Question 1), M. JAVARY indique que M. LANGLOIS, Chef-adjoint du Contentieux et du Domaine de la Compagnie du Nord, qui avait été désigné comme Sous-Chef du Service commun de Contentieux, ne sera plus disponible pour cette fonction.

Sur la proposition de M. GUFFLET, la Conférence désigne M. SENTENAC, Chef-adjoint du Contentieux de la Compagnie du Midi, comme Sous-Chef du nouveau Service commun.

Chemins de fer du NORD.

---

CONTENTIEUX

-  
Année 1932

-  
2.617.000.<sup>f</sup>

30000

133

---

3990000<sup>f</sup>



Chemins de fer de l'EST

---

CONTENTIEUX

---

Année 1932

---

2.100.000 f.

Chemins de fer du MIDI

---

Année 1932

---

Contentieux de Paris: 540.000.<sup>f</sup>

Contentieux de  
l'Exploitation à Bordeaux: 189.000.<sup>f</sup>

---

Total.. 729.000.<sup>f</sup>

---

---



Chemins de fer P.L.M.

---

CONTENTIEUX

---

Année 1932

---

1° Contentieux  
proprement dit..... 2.846.000.<sup>f</sup>

2° Contentieux de  
l'Exploitation ..... 605.000.<sup>f</sup>

---

Total: 3.451.000.<sup>f</sup>

---

---

Chemins de fer d'Orléans

---

CONTENTIEUX

---

Année 1932

---

1.871.000.<sup>f</sup>



Chemins de fer de l'Etat

-----  
CONTENTIEUX

--  
Année 1932  
-

2.730.000<sup>f</sup>

ANNEE 1932.

---

FRAIS PERSONNELS DES CONTENTIEUX DES RESEAUX.

---

Contentieux Nord .....	2.617.000. <sup>f</sup>
Contentieux Est .....	2.100.000. <sup>f</sup>
Contentieux Midi .....	729.000. <sup>f</sup>
Contentieux P.L.M. ....	3.451.000. <sup>f</sup>
Contentieux P.O. ....	1.871.000. <sup>f</sup>
Contentieux Etat .....	2.730.000. <sup>f</sup>
<hr/>	
Total.....	13.498.000. <sup>f</sup>

Prévision au budget  
du Contentieux Commun 1934 ..... 8.300.000.<sup>f</sup>

Diminution pour 1934 ..... 5.198.000.<sup>f</sup>



GRANDS RESEAUX DE CHEMINS DE FER FRANCAIS

-----  
Comité de Direction  
-----

Séance du 21 juin 1933

-----  
Création d'un service commun du Contentieux.



ANNEE 1932.

FRAIS PERSONNEL DES CONTENTIEUX DES RESEAUX.

Contentieux Nord .....	2.617.000 <sup>f</sup>
Contentieux Est .....	2.100.000 <sup>f</sup>
Contentieux Midi .....	729.000 <sup>f</sup>
Contentieux P.L.M.....	3.451.000 <sup>f</sup>
Contentieux P.O. ....	1.871.000 <sup>f</sup>
Contentieux Etat .....	2.730.000 <sup>f</sup>
	<hr/>
Total.....	13.498.000 <sup>f</sup>

Prévision au budget du Contentieux Commun 1934 .....	8.300.000 <sup>f</sup>
---	------------------------

Diminution pour 1934 .....	5.198.000 <sup>f</sup>
----------------------------	------------------------



12 OCT. 1933

COPIE

*du Comité de Direction*  
Extrait du Procès-Verbal de la séance du 21 juin 1933

-:-:-:-:-

Création d'un Service commun du Contentieux

M. LE SECRETAIRE GENERAL donne lecture des conclusions de son rapport aux termes desquelles il est proposé au Comité de Direction de décider la création d'un Service commun du Contentieux qui fonctionnerait à partir du 1<sup>er</sup> octobre prochain sous le titre "Service commun du Contentieux des Grands Réseaux de chemins de fer français" (Est, Etat, Midi, Nord, Paris-Lyon-Méditerranée et Paris-Orléans).

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT déclare qu'il n'a pas d'observations de principe à formuler en ce qui concerne la création d'un Service commun du Contentieux, création qui, d'ailleurs, a été admise par le Ministre des Travaux Publics par dépêche du 19 avril dernier.

M. LE PRESIDENT met aux voix les conclusions du rapport

.....



tendant à la création d'un Service commun du Contentieux des  
grands Réseaux de chemins de fer français (Est, Etat, Midi,  
Nord, Paris-Lyon-Méditerranée, Paris-Orléans)", service qui  
fonctionnerait à partir du 1<sup>er</sup> octobre prochain. Ces conclusions  
sont adoptées à l'unanimité.

Certifié conforme,

Le Secrétaire Général du Comité de Direction,

Signé : PESCHAUD



RÉPARTITION ACTUELLE DES AFFAIRES ET DU PERSONNEL  
DES SERVICES DU CONTENTIEUX DES COMPAGNIES  
ET DU RÉSEAU D'ÉTAT

Réseau de <u>1'EST</u>	Répartition des affaires (5 bureaux )	{ 1er bureau : affaires générales { 2ème bureau : accidents { 3ème bureau : procès commerciaux { mutations { 4ème bureau : oppositions { opérations conten- { tieuses sur titres { 5ème bureau : expropriations
	Personnel	{ <u>53 agents</u> dont 48 appartenant aux Services dont la fusion est en- visagée.

Réseau de <u>1'ETAT</u>	Répartition des affaires (3 divisions) (11 bureaux)	{ questions de droit { étude des affaires inter- { réseaux { jurisprudence { service de comptabilité { trafic { 1°Division : procès commerciaux { faillites { Bureau des accidents { 2°Division : Bureau des affaires admi- { nistratives. { Gérance et domaines { 3°Division : Acquisitions de terrains
	Personnel	{ <u>73 agents</u> appartenant tous aux Services dont la fusion est envisagée.



Réseau  
du  
MIDI

Répartition des affaires (4 sections)

- Contentieux général (Section civile et commerciale  
Section administrative)
- Contentieux des titres
- Section contentieuse du service des réclamations (à Bordeaux)

Personnel (23 agents dont 18 appartenant aux Services dont la fusion est envisagée)

Réseau  
du  
NORD

Répartition des affaires (9 bureaux)

- (1 - Bureau des affaires d'ordre et secrétariat
- (2 - Bureau des affaires administratives
- (3 - Bureau des affaires générales et commerciales de province
- (4 - Bureau des affaires commerciales du Tribunal de la Seine
- (5 - Bureau des affaires commerciales (Compagnie demanderesse)
- (6 - Bureau des accidents
- (7 - Bureau des oppositions
- (8 - Bureau des transferts et acquisitions (Transferts - Opérations contentieuses concernant les titres
- (9 - Bureau du domaine (Expropriations et acquisitions

Personnel (90 agents dont 57 appartenant aux Services dont la fusion est envisagée.)



Réseau de PARIS à ORLEANS	Répartition des affaires (7 bureaux)	( 1 - Secrétariat
		( 2 - Bureau civil (affaires de droit civil accidents du travail opérations contentieuses con- cernant les titres.
		( 3 - Bureau commercial
		( 4 - Bureau administratif (Contentieux administratif Contentieux fiscal
		( 5 - Domaine et archives
		( 6 - Acquisitions et expropriations
		( 7 - Impôts
	Personnel	( <u>57 agents</u> dont 47 appartenant aux Services dont la fusion est envisagée

Réseau de PARIS à LYON et à la MEDITERRANEE	Répartition des affaires (10 bureaux)	Contentieux	(1- Secrétariat et affaires générales Comptabilité (caisses de retraites statut du personnel
			(2- Affaires administratives
			(3- Exploitation et accidents
			(4- Transports commerciaux
			(5- Expropriations
			(6- Domaine
			(7- Contributions et impôts
		(8- Oppositions et affaires cor- rectionnelles	
		(9- Secrétariat	
		(10- 3ème bureau	
	Personnel	( <u>100 agents</u> appartenant tous aux Services dont la fusion est envisagée.	



## CONTENTIEUX COMMUN

Direction ( 1 Chef  
( 2 Chefs-adjoints  
( 3 Sous-Chefs

Répartition des affaires:

BUREAUX	ATTRIBUTIONS
I- <u>AFFAIRES GÉNÉRALES</u>	<p>Consultations sur toutes les questions. Législation(examen des questions juridiques soulevées par les projets de lois - étude des lois).</p> <p>Jurisprudence (dépouillement des périodiques - classement - fichier).</p>
2- <u>AFFAIRES CIVILES</u> & <u>ADMINISTRATIVES</u>	<p>Archives et Administration du Service -Procès-Verbaux</p> <p>Affaires correctionnelles (vols - escroqueries - fausses déclarations,etc....)</p> <p>Assermentation d'agents Assurances-incendie</p> <p>Examen des traités et marchés (travaux - fournitures - factage, camionnage,etc...)</p> <p>Contentieux des traités et marchés Recouvrement des créances Faillites et liquidations judiciaires Raccordements particuliers</p> <p>Accidents matériels causés au chemin de fer ou causés par l'exploitation du chemin de fer (accidents de P.N. - Incendies,etc....) Questions diverses (rapports de voisinage - établissements dangereux,etc....)</p>
3- <u>AFFAIRES COMMERCIALES</u>	<p>Litiges relatifs au transport: -des voyageurs -des marchandises -des colis postaux</p> <p>Vente judiciaire des marchandises en souffrance.</p>



BUREAUX	ATTRIBUTIONS
4 - <u>ACCIDENTS</u>	: Accidents du travail : Accidents de droit commun : Recours contre les tiers : Défense des agents : Assurances-accidents
3 - <u>EXPROPRIATIONS</u> & <u>DOMAINE PUBLIC</u>	: Expropriations : Acquisitions : Régularisation des actes de vente et des actes de : quittance : Reventes et échange de terrains : Demandes en restitution de droits d'enregistrement, de : timbre, d'hypothèque : Dommages causés par les travaux publics : Questions domaniales : Concessions sur le domaine public : (locations, buffets, buvettes, boutiques, etc.....) : Prêts hypothécaires.
4 - <u>OPPOSITIONS</u> & <u>QUALITES</u>	: Oppositions et transports sur : :     - salaires et pensions de retraite :     - marchandises :     - fournisseurs : Qualités: :     entrepreneurs et fournisseurs :     veuves et héritiers d'agents décédés : Avances sur traitement
7 - <u>CONTENTIEUX</u>	: Contributions directes (vérification des impositions : et paiement des impôts) : Contributions indirectes : Douanes - Octrois : Timbre et Enregistrement